

Bikelash au Palais fédéral

Plusieurs interventions parlementaires visent à freiner le développement du vélo, tandis que les mesures qui rendraient la circulation plus sûre restent en suspens. PRO VELO lance un appel au Conseil fédéral et au Parlement contre ce *bikelash*.

L'ANNÉE DERNIÈRE, quatre interventions visant à compliquer la pratique du vélo ont été déposées au Parlement fédéral. La Zurichoise Nina Fehr Düsel demande l'introduction d'une nouvelle vignette pour les vélos afin de cofinancer les infrastructures cyclables. Le Genevois Mauro Poggia veut de son côté rendre obligatoire l'immatriculation de tous les vélos cargos et *longtail*. Sa motion a déjà été approuvée par le Conseil des Etats. Son collègue de parti Daniel Sormanni souhaite quant à lui introduire le port obligatoire du casque pour tous les cyclistes et limiter le transport d'enfants à deux par vélo, tandis que Didier Calame demande une formation obligatoire pour les cyclistes et l'immatriculation obligatoire de tous les vélos. Le *bikelash** a bel et bien fait son entrée au Parlement fédéral.

Ces quatre interventions émanent du groupe parlementaire UDC, qui se présente généralement comme le champion de la lutte contre la bureaucratie et la réglementation. Depuis l'adoption très nette (74 %) de l'arrêté fédéral sur le vélo en 2018, et surtout après l'entrée en vigueur de la Loi sur les voies cyclables en 2023, le vélo a le vent en poupe en Suisse. Le nombre de cyclistes augmente, ils sont de plus en plus visibles dans le paysage urbain. Des voies de circulation et des places de stationnement sont supprimées pour créer des infrastructures cyclables. Le lobby automobile fait valoir une opposition croissante, y compris au Parlement fédéral. Après avoir perdu le vote sur les autoroutes l'automne dernier, il s'en prend désormais ouvertement au vélo.

Vrais dangers occultés

Le principal argument est celui de la sécurité. Trois des initiatives visent à



Photo : Médiathèque de la Confédération

Les questions liées au vélo sont âprement débattues sous la Coupole.

renforcer la protection des cyclistes, à limiter les comportements dits « dangereux » et à identifier les contrevenants (par l'obligation d'immatriculation, le port obligatoire du casque et la restriction du transport d'enfants). Cela suggère que les cyclistes sont responsables des accidents. Or, cela n'est pas vrai, en particulier dans le cas des collisions. Même dans le cas d'accidents sans tiers, les infrastructures déficientes jouent un rôle important.

En se concentrant uniquement sur les cyclistes, on occulte les véritables dangers. Pour améliorer la sécurité de tous, il ne faut pas « blâmer les victimes » (voir aussi p. 19) ni harceler les cyclistes, mais prendre des mesures efficaces contre la distraction dans la circulation routière, pour réduire la vitesse et pour mettre en place une

infrastructure cyclable séparée et capable d'« absorber » des erreurs. Or, c'est précisément là que le soutien nécessaire de la droite fait défaut.

Pour contrer ce *bikelash*, PRO VELO lance un appel « Soutenir le vélo, pas l'entraver » (voir ci-contre). Il invite le Conseil fédéral et le Parlement à ne pas entraver inutilement le vélo et à renoncer à des restrictions supplémentaires pour les cyclistes. Plus le nombre de personnes signant notre appel sera élevé, plus le signal envoyé aux responsables politiques sera fort ! oo

* Mot-valise, *bikelash* est une contraction de *bike* (vélo) et de *backlash* (retour de bâton). Apparu au cours des années 2010, le mot décrit les oppositions au vélo.